

CONSEIL COMMUNAUTAIRE

DELIBERATION N°07_CC_2022_CCDS

OPPORTUNITE DE TRANSFERT D'ACTIVITE DU GIP JEUNESSE DE KOUROU A LA CCDS

Séance du 16 février 2022

Date de convocation : 9 février 2022

L'an deux mil vingt-deux et le seize février à neuf heures, le Conseil Communautaire convoqué en séance ordinaire, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, dans la salle des délibérations de la ville de Kourou, sous la présidence de Monsieur François RINGUET, Président de la Communauté de Communes des Savanes.

Conseillers communautaires présents :

François RINGUET, Michel-Ange JÉRÉMIE, Céline RÉGIS, Fidélia BOCAGE, Yves VANG, André Roland BERTHIER, Gaëtan STANISLAS, Lauric SOPHIE, Pierre Richard AUGUSTIN, Rodolphe HORTH, Eliette BEAUFORT, Sylvio BOCAGE, Françoise FREDOC, Rosange CARENE, Patrick COSSET, Francine GANE, Johanna HORTH,

Absents excusés ayant donné procuration :

Véronique JACARIA à François RINGUET,
Annick ANDRÉ à François RINGUET,
Jean-Robert CHOCHO à Françoise FREDOC,
Loriane DECHESNE à Fidélia BOCAGE,
Jean-Raymond HORTH à Michel-Ange JEREMIE,
Diana JAMES à Céline REGIS
Pierre MIRABEL à Lauric SOPHIE,
Michelle ORIZONO HORTH à Eliette BEAUFORT,
Célia TARQUIN à Françoise FREDOC,

Absentes excusées :

Martine PAPAIX, Céline ZULEMARO,

Absents non excusés :

Jean-Etienne ANTOINETTE, Nicolas CHUN HONG CHEUNG, Valéria COELHO MACIEL, Frédéric LLADERES, Candida MARTINEZ, Davy RIMANE, Alain YANG.

A été nommé Secrétaire de séance **Monsieur Lauric SOPHIE.**

Membres du Conseil Communautaire formant la majorité des membres en exercice.

Le Président fait donner lecture du rapport de présentation :

« Je porte à votre connaissance que le conseil d'administration du Groupement d'Intérêt Public JEUNESSE Kourou s'est réuni le 19 janvier 2022 et a décidé du transfert de son activité et de son personnel à la CCDS à compter du 01 mars 2022.

En effet, la dissolution du GIP sera effective le 7 mars 2022 et les différents partenaires ont souhaité que sa future gestion soit assurée par l'intercommunalité pour une continuité de l'action dans le cadre des compétences exercées par la CCDS et pour plusieurs enjeux :

- Gouvernance intercommunale :
 - o Pilotage des actions à l'échelle communautaire pour valoriser la co-construction des projets et de nouvelles formes de participation et de partenariat.
 - o Concertation avec les acteurs locaux et les habitants du territoire pour une meilleure adhésion aux projets

- Accompagnement social et coordination des dispositifs d'intervention :
 - o Territorialisation des offres par le déploiement des services en matière de santé publique, de formation, de culture et d'actions sportive et sociale
 - o Accompagnement social des ménages fragiles, des personnes en situation de précarité
 - o Coordination opérationnelle de dispositifs d'accès aux droits
 - o Accompagnement des associations et des clubs

En matière de personnel, 3 ETP en CDD sont recensés dont 1 fonctionnaire et 2 contractuels au 01 janvier 2022 :

- Mme Virginie DIAS : conseillère en insertion – catégorie B – fin de contrat le 11 avril 2022
- Mme Malina JOSEPH : gestionnaire comptable – catégorie B – fin de contrat le 10 juin 2022
- Mr Lesly MALOUDA : agent technique – catégorie C – fin de contrat le 14 mars 2022

Dans le cas d'un transfert de l'activité à la CCDS, s'accompagnant d'un transfert des droits et obligations du GIP, la reprise des contrats pour leur durée initiale est automatique. Par la suite, il appartiendra à la CCDS de décider de la reconduction de ces contrats.

La situation de trésorerie pour l'exercice 2021 fait apparaître un solde de 52 502.13€

Plan de trésorerie 2021 (CA du 19/01/2022)													
POUR INFORMATION DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT													
	Janvier	février	mars	avril	mai	juin	juillet	août	septembre	octobre	novembre	décembre	TOTAL cumule
(1) SOLDE INITIAL (début de mois)	145 821,00	145 821,00	118 362,09	100 543,02	91 341,39	74 474,52	45 150,00	108 287,28	96 850,09	120 918,50	89 096,53	80 035,84	1 216 701,26
ENCAISSEMENTS													
Produits	,00	,00	,00	,00	285,60	,00	132 040,00	,00	30 000,00	,00		,00	162 325,60
Subventions de l'État	,00	,00	,00	,00		,00	132 040,00	,00	30 000,00	,00	,00	,00	
Ressources fiscales	,00	,00	,00	,00	,00	,00	,00	,00	,00	,00	,00	,00	
Autres subventions d'exploitation	,00	,00	,00	,00	,00	,00	,00	,00	,00	,00	,00	,00	
Autres ressources	,00	,00	,00	,00	285,60	,00	,00	,00	,00	,00	,00	,00	
Ressources	,00	,00	,00	,00	,00	,00	,00	,00	,00	,00	,00	,00	,00
Financement de l'actif par l'État	,00	,00	,00	,00		,00	,00	,00	,00	,00	,00	,00	,00
Financement de l'actif par des tiers, autres que l'État	,00	,00	,00	,00	,00	,00	,00	,00	,00	,00	,00	,00	
Autres ressources	,00	,00	,00	,00	,00	,00	,00	,00	,00	,00	,00	,00	
A. TOTAL	145 821,00	,00	,00	,00	285,60	,00	132 040,00	,00	30 000,00	,00	,00	,00	308 146,60
DECAISSEMENTS													
TOTAL Charges	,00	27 458,91	17 819,07	9 201,63	16 253,47	29 324,52	68 902,72	11 437,19	5 931,59	31 821,97	9 060,69	27 533,71	254 745,47
Personnel		17 174,09	13 616,08	8 871,13	15 236,89	21 122,92	12 815,50	10 472,10	5 716,24	13 381,77	8 910,64	24 501,16	151 818,52
Fonctionnement autre que les charges de personnel		10 284,82	4 202,99	330,50	1 016,58	290,70	216,97	965,09	215,35	18 440,20	150,05	3 032,55	39 145,80
Intervention (le cas échéant)	,00	,00	,00	,00		7 910,90	55 870,25		,00			,00	63 781,15
TOTAL Emplois	,00	,00	,00	,00	899,00	,00	,00	,00	,00	,00	,00	,00	899,00
Acquisition d'immobilisations corporelles et incorporelles	,00	,00	,00	,00	899,00	,00	,00	,00	,00	,00	,00	,00	899,00
Participations et immobilisations financières	,00	,00	,00	,00	,00	,00	,00	,00	,00	,00	,00	,00	
Remboursements d'emprunts et autres dettes financières	,00	,00	,00	,00	,00	,00	,00	,00	,00	,00	,00	,00	
B. TOTAL	,00	27 458,91	17 819,07	9 201,63	17 152,47	29 324,52	68 902,72	11 437,19	5 931,59	31 821,97	9 060,69	27 533,71	255 644,47
(2) SOLDE DU MOIS = A - B	145 821,00	-27 458,91	-17 819,07	-9 201,63	-16 866,87	-29 324,52	63 137,28	-11 437,19	24 068,41	-31 821,97	-9 060,69	-27 533,71	52 502,13
SOLDE CUMULE (1) + (2)	145 821,00	118 362,09	100 543,02	91 341,39	74 474,52	45 150,00	108 287,28	96 850,09	120 918,50	89 096,53	80 035,84	52 502,13	0

Le budget 2022 se présente comme suit :

Budget	Charges / immobilisations de l'organisme				
	Personnel	Fonctionnement	Intervention (le cas échéant)	Investissement	TOTAL
Axe 1 : Insertion	0,00	0,00	55 645,00	0,00	55 645,00
Axe 2 : Formation	0,00	0,00	8 356,00	0,00	8 356,00
Axe 3 : Associatif	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Bâtiment : Espace sport Jeunesse	0,00	0,00	1 166 752,00	0,00	1 166 752,00
Fonction support	55 000,00	25 000,00	343 459,00	0,00	423 459,00
Total	55 000,00	25 000,00	1 574 212,00	0,00	1 654 212,00

Budget	Produits / ressources de l'organisme				
	Subventions de l'Etat	Fiscalité affectée	Autres subventions	Autres produits / ressources	TOTAL
CTG	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
ANCT	30 000,00	0,00	0,00	0,00	30 000,00
CAF	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Mise à dispo	0,00	0,00	0,00	47 386,50	47 386,50
Sub investis	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
CNES	0,00	0,00	30 000,00	0,00	30 000,00
ANRU PIA	0,00	0,00	0,00	380 073,50	380 073,50
ANRU BATIMENT	0,00	0,00	1 166 752,00	0,00	1 166 752,00
Total	30 000,00	0,00	1 196 752,00	427 460,00	1 654 212,00

Aussi, Je vous demande de bien vouloir vous prononcer quant à l'opportunité de transférer l'activité du GIP Jeunesse Kourou à la CCDS à compter du 1/03/2022. »

LE CONSEIL COMMUNAUTAIRE,

Vu le Code Général des collectivités territoriales ;

Vu l'arrêté n°2154/SG/2D/1B/2010 de Monsieur le Préfet de Guyane du 23 novembre 2010 portant création de la Communauté de Communes Des Savanes ;

Vu les statuts de la communauté de communes des savanes révisés en date du 25/03/2019 ;

Vu l'installation du conseil communautaire en date du 4 novembre 2020 ;

Vu la loi n°2021-1465 du 10 novembre 2021 portant diverses dispositions de vigilance sanitaire ;

CONSIDERANT que la dissolution du GIP Jeunesse Kourou sera effective à la date du 07 mars 2022 :

Vu l'avis favorable du bureau communautaire du 27 janvier 2022 ;

ENTENDU L'EXPOSE DU RAPPORT DU PRESIDENT, APRES EN AVOIR DELIBERE,

A la majorité des membres présents,

ARTICLE 1 : DONNE ACTE de son rapport à Monsieur le Président.

ARTICLE 2 : APPROUVE l'opportunité de transfert d'activité du GIP JEUNESSE KOUROU à la date du 01 mars 2022.

ARTICLE 3 : AUTORISE le Président à **SIGNER** tous les actes afférents à ce dossier.

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir, dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication, devant le Tribunal Administratif de Cayenne.

VOTE :
Nombre de conseillers en exercice : 35
Quorum : 12
 Nombre de conseillers présents : 17
 Nombre de procurations : 09
 Nombre de votants : 26
 Pour : 23
 Contre : 01
 Abstention(s) : 02

Fait et délibéré à Kourou, en séance publique, le 16 février 2022.

Pour extrait et certifié conforme,

Le Président,

François RINGUEZ



BORDEREAU D'ACQUITTEMENT DE TRANSACTION PAR LA PREFECTURE

Organisme : Communauté de Communes des Savanes

Utilisateur : FALGAYRETTES

Paramètre de la transaction:

Type de transaction:	Transmission d'actes
Nature de l'acte:	Délibérations
Numéro de l'acte:	7_CC_2022_CCDS
Date de la décision:	2022-02-16 00:00:00+01
Objet:	OPPORTUNITE DE TRANSFERT D'ACTIVITE DU GIP JEUNESSE DE KOUROU A LA CCDS
Classification matières/sous-matières:	8.2
Identifiant unique:	973-200027548-20220216-7_CC_2022_CCDS-DE

Fichier de vie de la transaction

Fichier	Type de fichier	Taille du fichier
nom de métier:		
973-200027548-20220216-7_CC_2022_CCDS-DE-1-1_0.xml	text/xml	902
nom original:		
DELIBERATION 7CC2022CCDS OPPORTUNITE DE TRANSFERT GIP JEUNESSE KOUROU A LA CCDS.pdf	application/pdf	2492962
nom de métier:		
99_DE-973-200027548-20220216-7_CC_2022_CCDS-DE-1-1_1.pdf	application/pdf	2492962

Cycle Contenu dans l'archivage

Etat	Date	Message
Posté	28 février 2022 à 17h28min05s	Dépôt initial
En attente de transmission	28 février 2022 à 17h30min06s	Accepte par le TdT : validation OK
Transmis	28 février 2022 à 17h30min13s	Transmis au MIAT
Acquittement reçu	28 février 2022 à 17h51min30s	Recu par le MIAT le 2022-02-28